



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/2002/NGO/11
24 janvier 2002

FRANCAIS ET ANGLAIS
SEULEMENT

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-huitième session

Point 11 (a) de l'ordre du jour provisoire

**DROITS CIVILS ET POLITIQUES, NOTAMMENT LES QUESTIONS SUIVANTES:
TORTURE ET DÉTENTION**

Exposé écrit*/ présenté par la Société Indépendante Roumaine des Droits de l'Homme, organisation non
gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[11 janvier 2002]

*/ Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue (s), sans avoir été revu par les services d'édition.

(1) La Société Indépendante Roumaine des Droits de l'Homme (SIRDO) est une organisation non-gouvernementale créée en 1990 qui a l'objectif de défendre et promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, conformément à la Carte des Nations Unies, des conventions et traités universels et régionaux auxquelles la Roumanie est partie. Une attention spéciale est accordée au moyen dans lequel l'état implémente les instruments internationaux pour le respect des droits de l'homme.

(2) En 2001, SIRDO a développé des activités conformément aux objectifs proposés:

- monitoriser le respect des droits de l'homme dans les pénitenciers de la Direction Générale des Pénitenciers. Nous avons réalisé des interviews avec les prisonniers dans les pénitenciers où ils sont et nous avons reçu des mémoires et des lettres de 2000 personnes qui prétendent que leurs droits fondamentaux ont été violés;
- des activités de conseil et assistance juridique accordées aux personnes qui ont été soumises à torture, des traitements inhumains et dégradants pendant les investigations pénales - dans l'arrêt de la police et pendant l'exécution des punitions privatives de liberté - dans les pénitenciers. Les activités se sont développées dans le cadre du Programme d'Assistance Légale accordée aux victimes de la torture - leurs droits au remède, compensation et réhabilitation, programme soutenu par le Fonds Volontaire des Nations Unies pour les Victimes de la Torture.

(3) Le grand nombre des déclarations appartenant aux diverses catégories de population sur le moyen de réaliser l'acte judiciaire pénal en Roumanie relève une incompatibilité flagrante entre les pratiques des autorités judiciaires, l'acte législatif interne (le Code Pénal, le Code de Procédure Pénale, des actes normatifs et les règlements militaires secrets, etc.) et les standards de protection et promotion des droits de l'homme des traités et conventions internationales ratifiés par la Roumanie et qui, conformément à l'art. 11 de la Constitution sont partie du droit interne. Le Parlement n'a pas réussi à harmoniser et donner cohérence aux lois internes visant directement la liberté de la personne:

- maintenir la Loi no. 23/1969 au régime d'exécution des punitions privatives de liberté ;
- la Loi no. 140/1996 a apporté des changements et compléments au Code Pénal et a établi de nouvelles punitions privatives de liberté et amendes pénales ;
- maintenir des ordres et règlements militaires secrets (exemple : l'ordre 410/1974 qui règle l'arrêt préventif) auxquels ni même les juges n'ont accès.

(4) Le cadre législatif en vigueur en Roumanie annule, pratiquement, toute possibilité de l'individu d'être jugé pour trouver la vérité, le respect de la dignité humaine, interdisant l'accès libre à la justice. La manipulation, l'abus, la violence des arrêts de la police sont appliqués méthodiquement et constamment dans les premières 24 heures. Les organes d'investigation pénale « forcent » d'obtenir des déclarations de reconnaissance de l'accusation par la personne retenue, pour que, se basant sur cette déclaration, les autorités collectent des preuves. Les abus de cette période peuvent avoir des formes variées, des violences physiques jusqu'aux méthodes plus subtiles d'intimidation et contrainte.

Les plaignants - victimes des violences physiques et psychiques - dans l'assistance de SIRDO, ont décrit la modalité dans laquelle ils ont été torturés, les moyens utilisés et le but de ces traitements, suffisamment pour pouvoir affirmer que ces pratiques sont systématiquement appliquées par les autorités judiciaires dans tous les régions du pays, et sont tolérées et même protégées par les officialités avec une politique soutenue d'impunité des coupables pour des tortures, traitements inhumains ou dégradants.

Les méthodes de torture sont des violences physiques et psychiques sur les personnes emprisonnées, des coups appliqués sur leurs corps dans une manière la moins visible possible :

- lier dans des positions inhumaines et suspendre la victime (la méthode « rôti »)

- rouler dans une carpepe humide et appliquer des coups avec les pieds, bâtons ou autres corps contondants ;
- pousser la victime dans le mobilier du bureau ou les murs de la chambre ;
- des choques électriques par la connexion de la victime a une source d'énergie électrique ; les conducteurs métalliques sont appliqués sur les bras, le dos, les pieds ou les génitaux ;
- des traumatismes psychiques : des injures, langage trivial et violent, des menaces directes ou aux autres personnes (épouse, parents, amis), des promesses faites pour dérouter l'individu, pour le déséquilibrer en l'exposant au froid, faim ou soif.

Les moyens utilisés pour la pratique de la torture sont : des coups avec les poignets, les pieds, les bâtons, les bâtons de base-ball, les barres métalliques, les générateurs de choques électriques, les composants usuels du bureau (les chaises, les armoires, le bureau - même, etc.).

Le but d'appliquer la torture est, d'après les mémoires des victimes, le suivant :

- obtenir la récoognition de l'accusation emportée, des informations, des confessions - dans le sens désiré par les investigateurs ;
- la punition pour un acte que la victime ou une autre personne l'a commis ou est suspecte d'avoir commis
- le plus fréquemment dans des pénitenciaires ;
- intimider ou presser une autre personne ;
- déterminer la victime ne pas divulguer des aspects lies au développement du procès pénal.

(5) Meme si ces aspects ont été revelés aux facteurs responsables des structures gouvernementales (le Ministère de l'Intérieur, le Ministère Publique, le Ministère de la Justice), les réponses reçues par SIRDO sont formelles, dénotent un intérêt superficiel pour le problème de la torture en Roumanie et pas une implication de substance, au fond de ces questions.

La torture affecte directement ou indirectement, par ses conséquences, des catégories vastes de la population : des hommes, de femmes, des minneurs, des ages, des personnes appartenant au minorites nationales, etc.

(6) Le grand nombre des plaintes concernant les actes de torture pendant les anquetes pénales, leur fréquence, les maux - traitements dans toutes les régions, catégories de population affectée et structurée sur age et genre, les buts, les méthodes et les moyens retenus par les autorités, aussi que l'attitude des autorités de ne pas punir les coupables pour ces traitements certifient qu'en Roumanie la torture, les traitements inhumain ou dégradants constituent un système accepté par les autorités. Ce système de contraintes, violences physiques et psychiques, a été transféré de la période de la dictature communiste envers les nouvelles structures de pouvoir.

(7) Meme si la Roumanie a ratifié, le 9 octobre 1990, la Convention des Nations Unies contre la Torture ou d'Autres Traitements Cruels, Inhumains ou Dégradants, s'obligeant de respecter ces provisions et les provisions constitutionnelles interdisent la torture, les autorités paraissent ne pas comprendre l'importance, la force juridique et la nécessité d'appliquer ces dispositions, se prévalant des normes dessuettes, avec caractère secret et qui contreviennent aux dispositions constitutionnelles.

À cause des abus commis, d'un abordage purement formel des plaintes reçues des victimes et du refus constant d'admettre l'existence des pratiques systématiques de torture en Roumanie, on peut affirmer que les autorités bloquent la possibilité de valoriser le droit aux remèdes.

(8) Considérant les faits mentionnés et les déclarations écrites précédentes de SIRDO pour les Sessions 56eme et 57eme de la Commission des Nations Unies pour les Droits de l'Homme de Genève, nous demandons :

- que la Commission des Droits de l'Homme considère le Rapport du Rapporteur Spécial en problèmes de Torture est un repère pour l'analyse de la pratique de la torture en Roumanie. La Commission doit admettre le mandat de monitorisation du procès d'engagement de la Roumanie, par réponse a chaque point du Rapport mentionne ;
- urger l'effort participatif des états, utilisant la compétence du Rapporteur Spécial des Nations Unies aux problèmes de Torture en soutenir la Commission des Droits de l'Homme instituer la procédure de monitorisation qui doit surveiller en Roumanie le moyen de solutionner les demandes adressées a la Commission par SIRDO dans ses déclarations (E/CN.4/2000/NGO/41, E/CN.4/2001/NGO/92 et E/CN.4/2001/NGO/93);
- mettre en pratique l'article 11 de la Convention des Nations Unies contre la torture conformément auquel on doit surveiller systématiquement les règles, les instructions, les méthodes et les pratiques de l'interrogatoire et des dispositions concernant le traitement des personnes privées de liberté ;
- instituer les mesures de réhabilitation des victimes de la torture en vue d'obtenir les compensations nécessaires pour les repasser en droits, en valorisant le droit aux remèdes.
